



# Nouvelles du terrorisme et du conflit israélo-palestinien

(28 janvier – 3 février 2015)



Scène de l'attentat commis par le Hezbollah à Har Dov, dans lequel deux soldats de Tsahal ont été tués suite au tir d'un missile antichar (Chaîne Al-Mayadeen, Liban, 29 janvier 2015)

## Principaux points

- Le 28 janvier 2015, le Hezbollah a tiré un missile antichar et des obus de mortier sur une patrouille de Tsahal à Har Dov. Deux soldats ont été tués. Le Hezbollah a revendiqué la responsabilité de l'attaque, qualifiée de riposte adaptée à la frappe contre ses membres (imputée à Israël) et a annoncé ne pas être intéressé par la poursuite de l'escalade. Hassan Nasrallah, le responsable de l'organisation, a affirmé dans un discours visant à dissuader Israël que les activités du Hezbollah au Liban et en Syrie ne pouvaient pas être différenciées ("l'unité de la campagne" contre Israël).
- Le 27 janvier 2015, l'UNRWA a annoncé que les fonds destinés à la reconstruction des maisons des résidents de la bande de Gaza étaient épuisés. Une organisation appelée "Le mouvement national de levée du siège et de reconstruction de la bande de Gaza" a organisé une manifestation violente devant les locaux de l'UNRWA dans la bande de Gaza. Les employés de l'ONU ont été évacués de la bande de Gaza. L'UNRWA a annoncé considérer le Hamas comme unique responsable de la sécurité des employés de l'ONU et a demandé des assurances afin qu'une telle agression ne se reproduise pas.

## Le front Nord

### Incidents au Nord du Golan et à Har Dov<sup>1</sup>

#### Déroulement des incidents

■ **Le 27 janvier 2015** dans l'après-midi, deux roquettes se sont abattues en territoire israélien, au Nord du plateau du Golan, sans faire ni blessés ni dégâts. Tsahal a riposté par des tirs d'artillerie sur la source des tirs. Par la suite, des appareils de l'armée de l'air ont visé des cibles de l'armée syrienne. Selon nous, les tirs sont l'œuvre du Hezbollah, même si aucune organisation n'a revendiqué la responsabilité officielle.

■ Le lendemain, le **28 janvier 2015**, le Hezbollah a tiré un missile antichar et des obus de mortier sur une patrouille de Tsahal sur la route près du village de Ghajar (Har Dov). Les tirs ont été tirés depuis le secteur du village de Shuba, à l'Est du Sud-Liban ("Fermes de Shebaa"). Deux soldats de Tsahal ont été tués dans l'attaque et sept autres ont été blessés. Peu après, plusieurs roquettes se sont abattues sur Har Dov et le Hermon. Les victimes sont le capitaine Yohaï Kalangel, âgé de 25 ans de Har Gilo et le sergent-chef Dor Haïm Nini, âgé de 20 ans, du moshav Shtulim.

■ En riposte, Tsahal a tiré des tirs d'artillerie sur une cible du Hezbollah au Sud-Liban. Un soldat espagnol de la Finul a été tué. Israël a déploré sa mort. Un comité conjoint de la Finul et de l'armée libanaise a ouvert une enquête sur le terrain pour faire la lumière sur les circonstances de la mort du soldat espagnol (Al-Safir, 30 janvier 2015). Le commandant de la Finul est entré en contact avec les parties afin d'empêcher une nouvelle escalade et a dénoncé les incidents, les qualifiant de violation de la Résolution 1701 de l'ONU et demandant aux parties de faire preuve de retenue (Site Internet de la Finul, 28 janvier 2015).

■ Peu après l'attaque, un **communiqué officiel du Hezbollah** a été diffusé sur la chaîne Al-Manar, dans lequel l'organisation a revendiqué la responsabilité de l'attaque. Selon le texte, l'attaque a été commise par le "Groupe des victimes innocentes de Quneitra", qui dépend du Hezbollah (Chaîne Al-Manar, 28 janvier 2015).

#### Discours de Hassan Nasrallah

■ **Le 30 janvier 2015**, Hassan Nasrallah, le dirigeant du Hezbollah, a prononcé un discours dans lequel il a fait référence pour la première fois aux événements, mettant **l'accent sur deux points** :

---

<sup>1</sup> Ces incidents ont fait suite à la frappe d'un convoi du Hezbollah au Nord du Plateau du Golan le 18 janvier 2015, imputée par le Hezbollah à Israël (Pour le détail, voir notre article des nouvelles du terrorisme et du conflit israélo-palestinien de la semaine dernière.

- **La frappe à Har Dov est une riposte adaptée du Hezbollah à la frappe israélienne et l'organisation n'est pas intéressée par une autre escalade.** Selon lui, l'opération de Shebaa est une "victoire extraordinaire" pour le Hezbollah. Il a comparé la frappe contre les membres du Hezbollah dans le secteur de Quneitra à l'opération du Hezbollah contre Israël à Har Dov ("Fermes de Shebaa"). Selon lui, il s'agit de deux véhicules face à deux véhicules, des morts et des blessés de Shebaa contre les morts de Quneitra, des missiles tirés sur la patrouille de Tsahal en riposte aux tirs de missiles tirés sur les membres du Hezbollah. Nasrallah a ajouté que le **Hezbollah ne veut pas la guerre mais qu'il n'hésitera pas à s'engager et à remporter toute campagne qui lui sera imposée.**

- **Il ne faut pas faire de distinction entre le Liban et la Syrie :** Dans son discours, Nasrallah a fait référence à la Syrie et à l'Iran, affirmant que la fusion du sang iranien et du sang libanais sur la terre syrienne exprime "**l'unité de la campagne**" contre Israël. Il a ajouté que la force du Hezbollah contre Israël **n'est pas forcément dépendante de facteurs géographiques** (cf., le Hezbollah se considère libre d'agir et de riposter également depuis la Syrie).

## Réactions iraniennes

- **Ali Ja'fari**, le commandant des Gardiens de la Révolution iranienne, a déclaré que la riposte du Hezbollah était **une riposte minimale** et a exprimé l'espoir qu'elle a appris une leçon aux Israéliens. Selon lui, les opérations d'Israël sont basées sur la peur des capacités de la "résistance". Il a ajouté que le Hezbollah et l'Iran sont une seule entité et que le **sang qui sera versé sera suivi d'une réaction unie**. Selon lui, le Hezbollah est plus fort aujourd'hui que dans le passé et **il n'y a pas de différence entre les jeunes d'Iran, du Liban, d'Irak et de Syrie** (Fares, 30 janvier 2015). **Hussein Salami**, le vice Commandant des Gardiens de la Révolution, a déclaré que la réaction du Hezbollah a été "rapide et forte" et qu'elle prouve les capacités de l'organisation. Selon lui, Israël ne représente pas une menace aux yeux de l'Iran (Fars, 30 janvier 2015).

- Les réactions iraniennes ont fait référence au Hezbollah sans mettre l'accent sur la riposte iranienne à la mort de l'officier iranien qui se trouvait dans le convoi visé par l'attaque attribuée à Israël. Ainsi, selon l'Iran, l'option reste ouverte de riposter contre Israël, même si les "comptes" ont été réglés avec le Hezbollah pour le moment (Attentat à l'étranger ?).

## Réactions palestiniennes

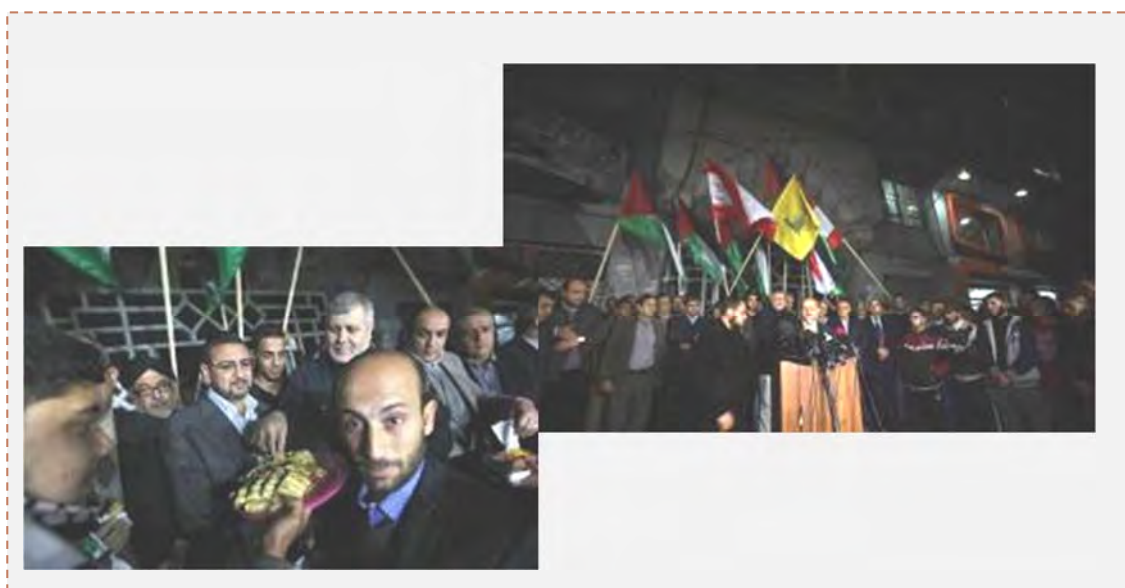
■ Toutes les organisations palestiniennes ont salué l'attentat de Har Dov, qualifié de "réaction naturelle" aux crimes d'Israël, notamment à la mort des six membres du Hezbollah. Le 28 janvier 2015, une manifestation de soutien à la "résistance islamique" au Liban et au "droit de riposte" a été organisée dans la bande de Gaza, en présence de représentants de toutes les organisations palestiniennes de la bande de Gaza. La manifestation a été retransmise sur les chaînes du Hezbollah (Al-Manar) et de l'Iran (al-Alam).

■ Ci-après quelques réactions des porte-parole du Hamas et du Jihad Islamique Palestinien :

- **Sami Abu Zuhri**, le porte-parole du Hamas, a souligné que c'est le "droit naturel" du Hezbollah de riposter, notamment après l'élimination de ses membres (Page Facebook de Sami Abu Zuhri, 28 janvier 2015).

- **Mussa Abu Marzouq**, membre du bureau politique du Hamas, a déclaré que son organisation saluait l'attentat commis contre Israël. Selon lui, Israël ne comprend que la force et la seule réponse aux crimes d'Israël passe par la "résistance" (Page Facebook de Mussa Abu Marzouq, 28 janvier 2015).

- **Abu Imad al-Rifa'i**, représentant du JIP au Liban, a déclaré que l'attentat est une "riposte au crime" commis par Israël et a souligné les capacités de la résistance face aux agressions israéliennes (Agence de presse libanaise, 28 janvier 2015).



Expressions de joie et manifestations de soutien au Hezbollah dans la bande de Gaza (Palinfo, 28 janvier 2015)

## Réactions américaines

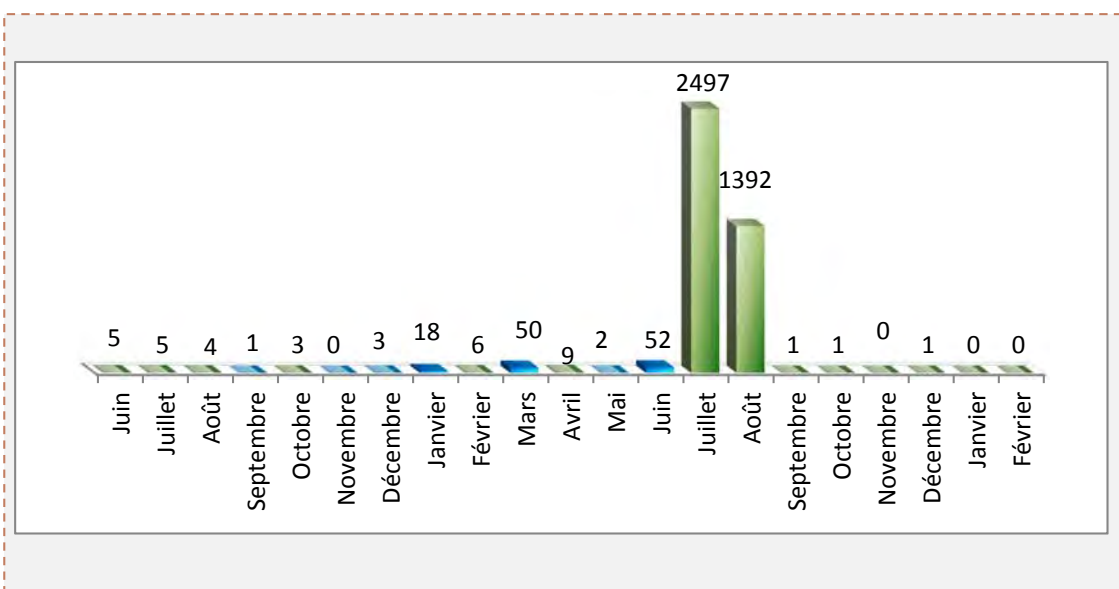
■ Jen Psaki, la porte-parole du Département d'Etat américain, a déploré les morts et les blessés des deux côtés de la frontière, et a souligné le soutien des Etats-Unis à Israël et à son droit à l'autodéfense. Psaki a demandé aux deux parties de respecter la frontière entre Israël et le Liban et d'éviter toute action pouvant aggraver la situation. Elle a ajouté que les Etats-Unis soutiennent la Finul tandis que le Hezbollah continue de provoquer des violences et le déséquilibre au Liban et en Syrie (Site Internet du Département d'Etat américain, 28 janvier 2015).

## Sud d'Israël

### Tirs de roquettes et d'obus de mortier sur Israël

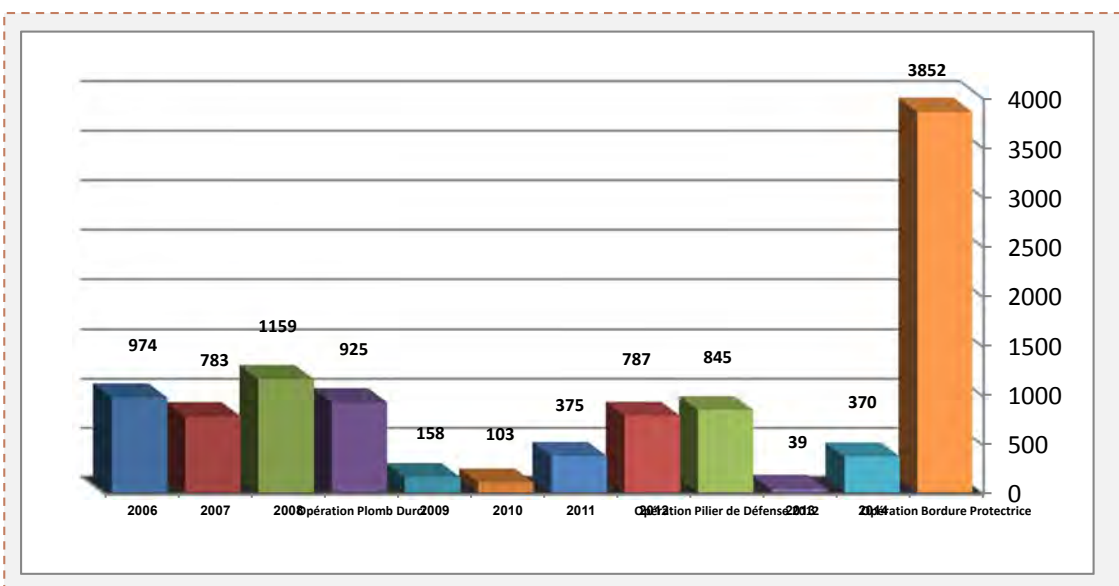
■ Aucun tir de roquette ni d'obus de mortier n'a été signalé cette semaine en territoire israélien.

### Répartition mensuelle des tirs de roquettes (2013-2015) <sup>2</sup>



<sup>2</sup> Exact à la date du 3 février 2015. Les statistiques ne comprennent pas les tirs d'obus de mortier ni les roquettes tirées qui se sont abattues dans la bande de Gaza.

### Répartition annuelle des tirs de roquettes sur le Sud d'Israël <sup>3</sup>

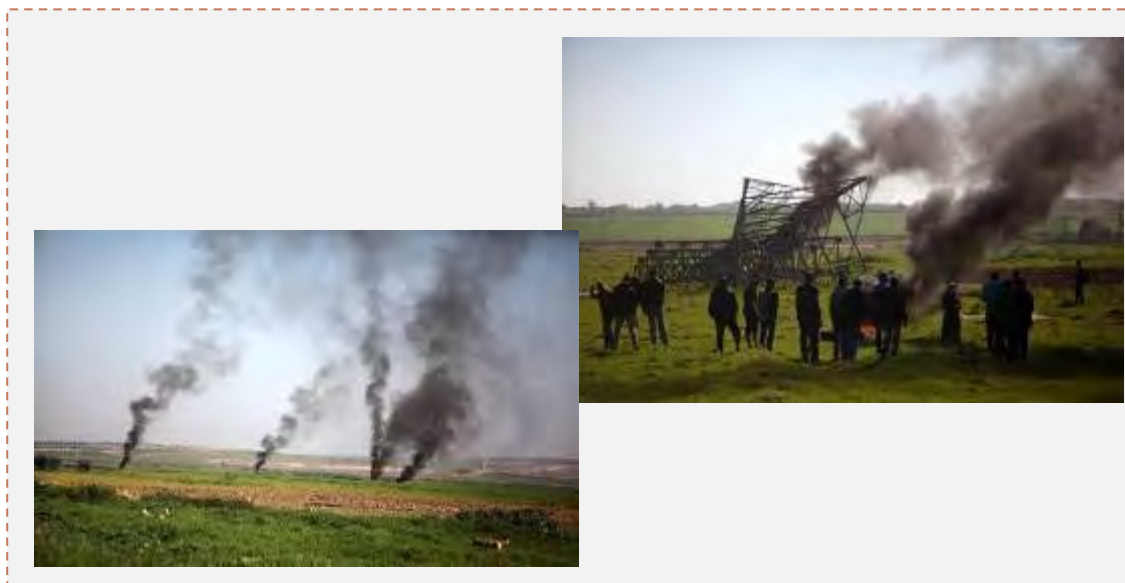


### Incidents à la frontière avec la bande de Gaza

■ **Le 29 janvier 2015**, une patrouille de Tsahal a arrêté trois Palestiniens qui avaient franchi la barrière de sécurité au Sud de la bande de Gaza. Trois grenades, un couteau et un tournevis ont été trouvés en leur possession. Les trois Palestiniens ont été transférés pour interrogatoire (Porte-parole de Tsahal, 29 janvier 2015).

■ **Le 1<sup>er</sup> février 2015**, des manifestations ont été organisées dans la bande de Gaza près de la frontière avec Israël, sous l'égide d'une organisation appelée "**Le mouvement national de levée du blocus et de reconstruction de la bande de Gaza**". Les manifestations ont été organisées à **19 endroits différents**, chacune en présence de plusieurs dizaines de manifestants. Durant les manifestations, des pneus ont été incendiés. Plusieurs émeutiers ont tenté de s'approcher de la barrière. Le "Mouvement national de levée du blocus et de reconstruction de la bande de Gaza " a également organisé une manifestation violente devant les locaux de l'UNRWA (voir ci-après).

<sup>3</sup> Ces données ne tiennent pas compte des tirs d'obus de mortier.



Manifestations le long de la frontière avec Israël (Page Facebook Palinfo, 1<sup>er</sup> février 2015)

## Jérusalem et la Judée-Samarie

### Violences dans le cadre de la "résistance populaire"

■ La semaine écoulée a été marquée par la poursuite des violences en Judée-Samarie et à Jérusalem, avec notamment des tirs de pierres et de cocktails Molotov. Le 31 janvier 2015, une patrouille de Tsahal a tiré sur un Palestinien qui avait lancé un cocktail Molotov sur un véhicule israélien près du village de Burin (Sud de Naplouse). Le Palestinien, âgé de 19 ans, a été tué. Un autre Palestinien qui se trouvait avec lui a été légèrement à la jambe. Les médias palestiniens ont annoncé la mort d'**Ahmed Ibrahim Jaber al-Najjar** (Al-Resalah.net, Paltoday, 31 janvier 2015). **Le ministère palestinien des Affaires étrangères** a dénoncé sa mort, la qualifiant de "crime" s'ajoutant aux autres crimes commis par Israël contre le peuple palestinien.



Préparatifs en vue de tirs de pierres et de cocktails Molotov durant une manifestation dans le village de Qadoum (Wafa, 30 janvier 2015)

## La bande de Gaza

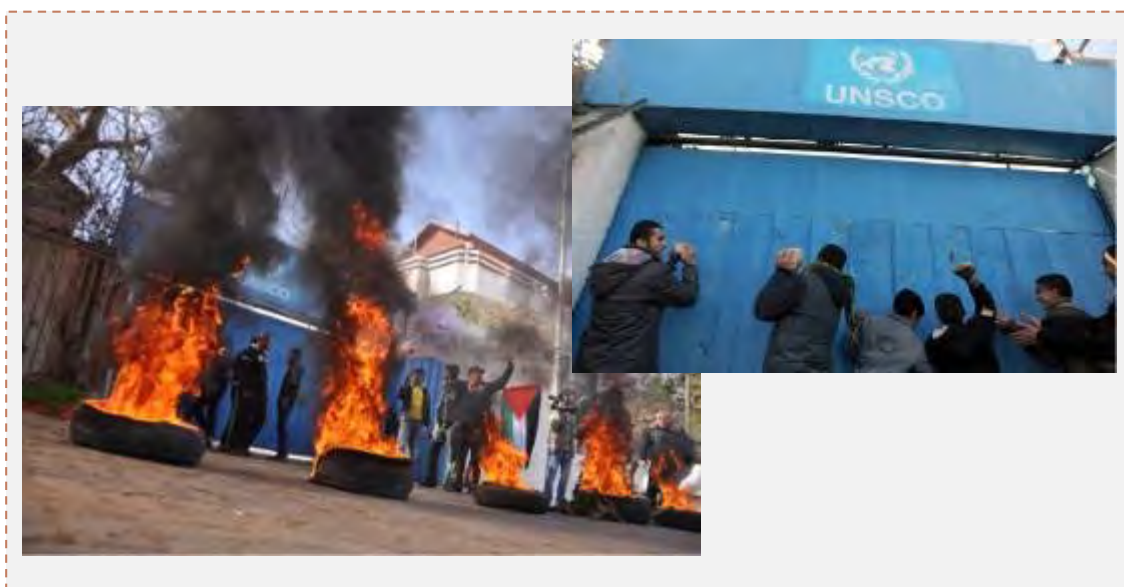
### Protestations violentes contre l'UNRWA pour le retard de la reconstruction de la bande de Gaza

■ L'UNRWA a annoncé le 27 janvier 2015 que les fonds alloués à la reconstruction des habitations des résidents de la bande de Gaza étaient épuisés et que **l'agence allait cesser le transfert des fonds aux résidents de la bande de Gaza** dont les maisons ont été détruites dans l'Opération Barrière de Protection. L'annonce a provoqué **la colère des résidents de la bande de Gaza**. **Abu Hasna**, le porte-parole de l'UNRWA, a déclaré que l'organisation n'aurait pas cessé d'apporter son aide sans l'impasse dans laquelle elle se trouve au sujet des fonds et des relations avec les pays donateurs. Il a ajouté que l'UNRWA s'était adressée à tous les pays donateurs et leur a expliqué la gravité de la situation, ajoutant qu'ils doivent agir pour venir en aide aux résidents de la bande de Gaza (Chaîne Al-Aqsa, 29 janvier 2015).

■ **Le 28 janvier 2015, une manifestation violente a été organisée devant les locaux de l'UNRWA par l'organisation "Le mouvement national de levée du blocus et de reconstruction de la bande de Gaza"**, en présence de dizaines de résidents de la bande de Gaza. Plusieurs manifestants ont grimpé sur la barrière et ont pris d'assaut les locaux et incendié des pneus (Agence de presse française, 28 janvier 2015). Les employés de l'ONU qui se trouvaient sur place n'ont pas été blessés mais les responsables de l'agence ont fait

part de leurs craintes tandis que les forces de sécurité de la bande de Gaza n'ont pris aucune mesure pour protéger les locaux.

■ Selon les employés de l'UNRWA, en dépit du transfert de responsabilité sécuritaire à l'Autorité Palestinienne, **l'UNRWA considère le Hamas comme unique responsable de la sécurité des employés de l'ONU**. Ils ont affirmé que suite aux incidents, les activités de l'organisation dans la bande de Gaza seraient réexaminées (Site Internet de l'UNESCO, 28 janvier 2015). Suite à la manifestation violente à Gaza, les employés de l'ONU travaillant dans la bande de Gaza ont été évacués. **Les employés de l'ONU ont demandé au Hamas, responsable de la sécurité dans la bande de Gaza, de fournir des garanties sécuritaires avant leur retour au travail, afin que de tels incidents ne se reproduisent pas** (Al-Quds Al-Arabi, 29 janvier 2015).



**Manifestation violente devant les locaux de l'ONU dans la bande de Gaza**  
(Page Facebook Palinfo, 28 janvier 2015)

■ **Le gouvernement de consensus national** a dénoncé l'attaque du siège de l'UNRWA dans la bande de Gaza. **Riyad al-Maliki**, le ministre des Affaires étrangères du gouvernement de consensus national, a rencontré l'émissaire général de l'UNRWA à son cabinet de Ramallah et a fait part de sa crainte face à la décision de l'UNRWA de cesser son soutien financier et a demandé à la communauté internationale de respecter ses engagements et de transférer les fonds promis durant la conférence de reconstruction de Gaza, organisée au Caire. Il a souligné la gravité de la situation dans la bande de Gaza, notamment après l'arrêt du soutien (Wafa, 28 janvier 2015).

■ Une réunion a été organisée par les représentants des organisations palestiniennes et les organismes de l'ONU. **Bassem al-Khaldi**, conseiller du coordonnateur spécial de l'ONU pour le Moyen-Orient Robert Serry, a déclaré que Serry s'était rendu en Egypte pour promouvoir la reconstruction de la bande de Gaza et lever des fonds (Al-Ayyam, 2 février 2015). Le porte-parole du Hamas **Sami Abu Zuhri** a ensuite affirmé que la réunion avait servi à **exprimer l'indignation du public au sujet du retard dans la reconstruction de la bande de Gaza et l'opposition à toute attaque contre les institutions de l'ONU** (Maan, 1<sup>er</sup> février 2015).

### Un tribunal égyptien déclare la branche armée du Hamas illégale

■ Suite à une série d'attaques terroristes dans la péninsule du Sinaï, au cours de laquelle environ 30 civils égyptiens et membres des forces de sécurité ont été tués, un tribunal égyptien a déclaré que **les Brigades Izz al-Din al-Qassam, la branche armée du Hamas, devaient être considérées comme une organisation terroriste**. Un représentant de l'accusation a déclaré que les Brigades Izz al-Din al-Qassam étaient impliquées dans des attaques terroristes en Egypte et exploitaient les tunnels le long de la frontière entre la bande de Gaza et l'Egypte pour entrer en Egypte, financer leurs attaques terroristes, transférer des armes utilisé pour tuer des membres des forces de sécurité égyptiennes, et pour effrayer les civils avec des attaques terroristes (Youm7.com, 31 janvier 2015). Un juriste égyptien a déclaré que le Hamas avait 45 jours pour faire appel de la décision (Sama, 31 janvier 2015).

■ **Le Hamas a condamné la décision égyptienne**, affirmant que le mouvement en général et sa branche armée en particulier n'avaient aucun lien avec les attentats dans la Péninsule du Sinaï. Les organisations palestiniennes de la bande de Gaza ont publié une déclaration conjointe exprimant leur étonnement face à la décision égyptienne et soulignant leur intention de tenter d'obtenir son abrogation (Paltoday.tv, 1<sup>er</sup> février 2015). Le 2 février 2015, le Hamas a organisé un défilé de soutien aux Brigades Izz al-Din al-Qassam, en présence du haut responsable du Hamas **Musheir al-Masri**. Les manifestants ont brandi des pancartes sur lesquelles on pouvait lire "Qassam est une [source de] fierté nationale, pas du terrorisme" et "Nous sommes tous Qassam" (Paltimes.net, 2 février 2015).

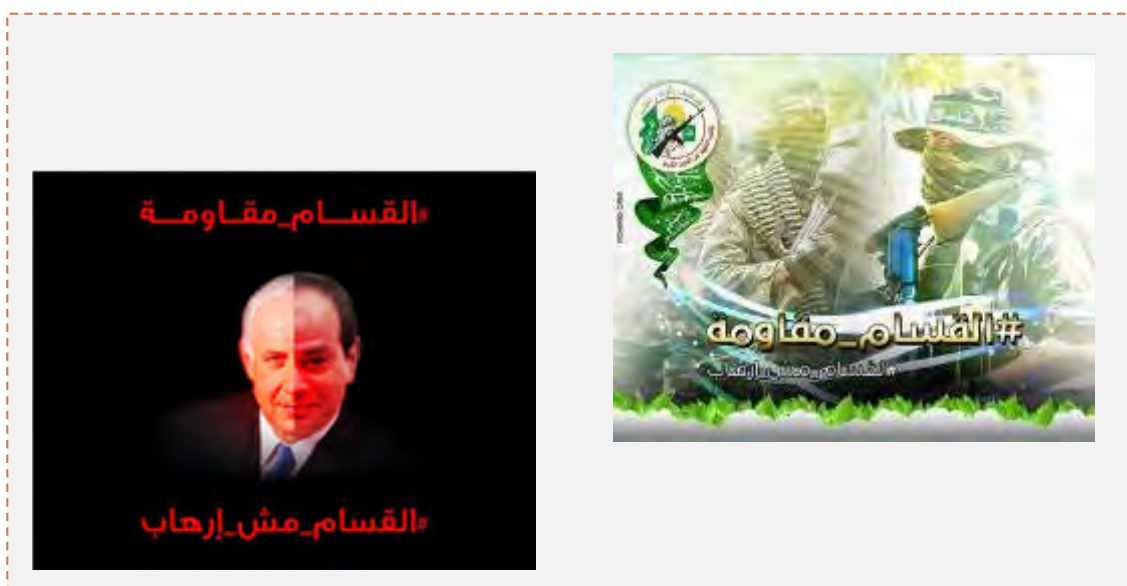


Manifestation de soutien aux Brigades Izz al-Din al-Qassam suite à la décision du tribunal égyptien (Felesteen al-'Aan, 2 février 2015)

- Ci-après les réactions des porte-parole du Hamas :
- Le porte-parole du Hamas **Sami Abu Zuhri** a affirmé que le Hamas rejetait la décision du tribunal égyptien et était certain qu'elle a été prise par erreur. Il a ajouté qu'elle sert uniquement les intérêts d'Israël (Page Facebook de Sami Abu Zuhri, 31 janvier 2015). Il a également affirmé qu'il s'agissait d'une décision politique dangereuse qui sert l'intérêt de "l'occupation sioniste" (Reuters, 31 janvier 2015). Cependant, il a nié les déclarations tenues au sein du Hamas selon lesquelles l'organisation n'est plus disposée à accepter l'Egypte comme négociateur dans les pourparlers d'accalmie.
- Le haut responsable du Hamas **Ismail Radwan** a déclaré que le Hamas considère la décision de la cour égyptienne avec gravité. Il a affirmé que la branche armée du mouvement n'est pas impliquée dans les affaires intérieures de l'Egypte parce que le seul objectif des Brigades Izz al-Din al-Qassam est d'agir contre Israël ["l'occupation"]. Il a également affirmé que le Hamas ne voulait pas que "de malheureux événements en Egypte" influencent la bande de Gaza ou les Palestiniens (Al-Jazeera, 31 janvier 2015).
- Le haut responsable du Hamas **Mahmoud al-Zahar** a affirmé que la décision du tribunal égyptien était "précipitée" et ne reposait pas sur des faits. Il a ajouté que dans le passé, l'Egypte avait déclaré que le Hamas et sa branche armée n'étaient pas liées à des événements en Egypte. Il a affirmé que la "décision erronée" visait à couvrir les défaillances de la sécurité égyptienne dans la péninsule du Sinaï. Il a appelé les autorités égyptiennes à abroger la décision, qu'il a qualifiée de "politique" et d'incompatible avec le système judiciaire égyptien (Paltoday.ps, 31 janvier 2015).

■ Le parole du Hamas **Fawzi Barhoum** a affirmé que ni le Hamas ni la bande de Gaza n'ont de lien avec les événements dans la péninsule du Sinaï ou ailleurs en Egypte. Il a condamné les publications égyptiennes qui prétendent que Hamas est derrière les attaques et a qualifié ces accusations de "campagne satanique contre le mouvement" (Alresala.net, 30 janvier 2015).

■ **Musa Abu Marzouq**, membre du bureau politique du Hamas, a affirmé que le tribunal égyptien n'a pas le pouvoir de se prononcer sur une telle question. Il a ajouté que la décision influence le rôle de l'Egypte dans la cause palestinienne. Il a également souligné que la branche armée du Hamas n'était pas impliquée dans les affaires intérieures de l'Egypte. Il a nié toute implication de la branche armée du Hamas dans des activités terroristes dans la péninsule du Sinaï, et a déclaré que [les Palestiniens] sont les premiers à être lésés par l'instabilité régionale (Page Facebook de Musa Abu Marzouq, 1<sup>er</sup> février 2015).



Affiches publiées suite à la décision égyptienne sous le titre : "Qassam est la résistance, Qassam n'est pas une organisation terroriste". Droite : Affiche montrant des membres des Brigades Izz al-Din al-Qassam. Gauche : Affiche assimilant le Président égyptien al-Sisi au Premier ministre israélien Netanyahu (Page Facebook Palinfo, 1<sup>er</sup> février 2015)

## Fin de la formation des camps pour jeunes

■ Le 29 janvier 2015, des cérémonies ont été organisés dans toute la bande de Gaza pour marquer la fin de la formation d'une semaine des camps militaires "Pionniers de la libération" sous l'égide de la branche armée du Hamas. Selon le Hamas, 17000 jeunes de Gaza ont participé aux camps. Les cérémonies les plus importantes ont été organisée dans la ville de Gaza et à Khan Yunis en présence de responsables des Brigades Izz al-Din al-Qassam et du Hamas. **Mahmoud al-Zahar**, membre du bureau politique du Hamas, a prononcé un

discours lors de la cérémonie à Khan Yunis dans lequel il a déclaré que le Hamas et les Brigades Izz al-Din al-Qassam continueront à soutenir les jeunes participant aux camps "Pionniers de la libération" et à les former dans les camps militaires de la branche armée. Il a ajouté que **le Hamas continuera à financer les camps** et à leur fournir des armes afin qu'ils puissent atteindre leurs objectifs. Il a affirmé que dans un proche avenir, **les jeunes des camps se tiendront derrière les roquettes tirées de toute la Palestine dans la prochaine campagne contre Israël** (Télévision Al-Aqsa, ministère de l'Intérieur du Hamas, Qassam.ps, 29 janvier 2015) .<sup>4</sup>



Des jeunes du Nord de la bande de Gaza s'entraînent au tir  
(Page Facebook Paldf, 22 janvier 2015)

## Le JIP organise un exercice simulant l'attaque du Hezbollah

■ L'agence de presse iranienne Fars a annoncé que la branche armée du JIP avait organisé le 31 janvier 2015 un exercice militaire dans la région de Deir al-Balah (Centre de la bande de Gaza) simulant l'attaque du Hezbollah sur les soldats de Tsahal à Har Dov. **L'exercice simulait également l'attaque de positions et l'enlèvement de soldats.** Des missiles antichars, des obus de mortier et des tirs d'armes légères ont également été tirés durant l'exercice (Farsnews.com, 1<sup>er</sup> février 2015). L'attaque de positions de Tsahal et l'enlèvement des soldats de Tsahal sont devenus des exercices fréquents organisés par le Hamas et les autres organisations terroristes dans la bande de Gaza.

<sup>4</sup> A ce sujet, voir notre article du 2 février 2015 (en anglais) intitulé "Hamas and the other terrorist organizations based in Gaza are rehabilitating the military capabilities damaged in Operation Protective Edge through extensive recruitment, the establishment of military units and intensive military training", à l'adresse <http://www.terrorism-info.org.il/en/article/20765>

## Distribution d'aide iranienne dans la bande de Gaza

■ Le 2 février 2015, la société de bienfaisance iranienne **Al-Emdad al-Imam Khomeini**, qui possède une succursale dans la bande de Gaza, a commencé à distribuer de l'aide aux familles dont les maisons ont été détruites lors de l'Opération Barrière de Protection. Selon **cheikh Tahsin al-Vadia**, directeur du projet dans la bande de Gaza (et proche du JIP), de la nourriture sera distribuée aux 2000 familles dans les quartiers de Shejaiya (Est de La ville de Gaza), Beit Hanoun, Bani Suheila et Qarara (Alwatan, 1<sup>er</sup> février 2015).



Distribution d'aide iranienne à l'Est de la ville de Gaza sous l'égide de l'organisation Al-Emdar al-Imam Khomeini (Paltoday, 2 février 2015)

## Menaces de l'Etat islamique dans la bande de Gaza

■ Des journalistes de la bande de Gaza ont indiqué avoir reçu des menaces de "l'Etat islamique dans la province de Gaza" leur demandant d'arrêter de publier des articles contre l'Etat islamique et Abu Bakr al-Baghdadi, ou bien ils seraient l'objet d'attaques semblables à celles récemment effectuées dans la bande de Gaza. Il est difficile de savoir qui est derrière les menaces et à quelles attaques il est fait allusion (Alqudsnews.net, 1<sup>er</sup> février 2015).



Affiche publiée au nom de l'Etat islamique dans la province de Gaza menaçant les journalistes contre la publication d'articles contre l'Islam (Chaîne de télévision de Naplouse, 2 février 2015)

## L'Autorité Palestinienne

### Rapports sur l'intention de l'AP de s'adresser à la CPI au sujet des implantations

- Le 29 janvier 2015, le ministère israélien du Logement a publié un appel d'offres pour la construction de 450 nouveaux logements dans les localités de Judée-Samarie. L'annonce a été vivement critiquée par l'Autorité Palestinienne. Le ministère palestinien des Affaires étrangères l'a qualifiée de provocation claire de la communauté internationale, affirmant qu'elle oblige les **Palestiniens à faire appel à la CPI et à ouvrir un dossier contre Israël sur les implantations**. Saeb Erekat, membre du comité exécutif de l'OLP, a déclaré que **le seul endroit où la question pourra être traitée est la CPI, dont la Palestine va devenir membre le 1<sup>er</sup> avril 2015** (Radio Voix de la Palestine, 1<sup>er</sup> février 2015).
- En ce qui concerne l'appel à la CPI, **Riyad al-Maliki**, le ministre des Affaires étrangères du gouvernement de consensus national, a déclaré que les Palestiniens ne pouvaient pas faire appel à la CPI avant le 1<sup>er</sup> avril 2015, date à laquelle la Palestine deviendra membre officiel. Selon lui, **c'est le premier dossier qui devra être jugé devant la CPI en raison de son caractère unilatéral car il pourra nuire seulement Israël, contrairement aux affaires concernant les événements dans la bande de Gaza, qui pourraient également porter préjudice à la partie palestinienne**. Il a affirmé qu'il ne sera pas difficile de compléter le "dossier des implantations" avant le 1<sup>er</sup> avril 2015. La première étape consistera

à préparer un court document demandant de transférer la question des implantations à la CPI. Par la suite, le tribunal procédera à une enquête préliminaire et décidera s'il existe ou non une base suffisante pour entamer une procédure. En attendant, les Palestiniens fourniront au tribunal toutes les données et les documents pertinents (Radio Voix de la Palestine, 2 février 2015).